

LES JEUNES PORTEUSES DU GRAND MARCHÉ DE LOMÉ

Massan GBEASSOR

Étudiante à l'École Nationale des Assistants sociaux et Éducateurs spécialisés (Dakar)

avec la collaboration d'Yves MARGUERAT

géographe de l'ORSTOM (Lomé)

RÉSUMÉ

A Lomé, où le commerce est surtout entre les mains des femmes, les fonctions de portage sont assurées par des jeunes filles d'origine rurale, analphabètes, animistes, provenant d'une région surpeuplée qui connaît un exode massif. L'activité de porteuse, très peu rétribuée et considérée comme humiliante, est conçue comme provisoire, le temps d'accumuler un trousseau ou un petit capital pour devenir commerçante. Mais les gains sont si faibles que cet espoir paraît illusoire.

MOTS-CLÉS : Jeunes filles — Commerce — Grand marché — Migration — Analphabétisme — Prolétarianisation — Lomé (Togo).

ABSTRACT

THE YOUNG FEMALE PORTERS IN THE GREAT MARKET AT LOME

At Lomé, women prevail in trade and young, illiterate and animistic peasant girls who originate from an overpopulated area whose migration is considerable work as porters. This activity which is not highly paid and is considered as humiliating is supposed to be carried out on a temporary basis. The young girls hope that it will allow them to acquire an outfit or to save some money in order to be in trade. But their income is so low that it seems that their dream will not come true.

KEY WORDS : Young girls — Trade — Great market — Migration — Illiteracy — Proletarianization — Lomé (Togo).

La fonction de porteur, de débardeur qui, sur les marchés, coltinent les ballots de marchandises, paraît une profession typiquement masculine. A Lomé, où, on le sait, les femmes tiennent l'essentiel du commerce (y compris, par les fameuses « nana Benz », du négoce d'importation en gros) (1), elles ont aussi occupé ce créneau inattendu : ce sont des jeunes filles et des jeunes femmes qui, lourdement chargées, zigzaguant entre les étals, ahanant dans les escaliers, assurent ici la vocation de « fort des halles ».

Cette présence massive des femmes dans le commerce apparaît aussi dans la population de la ville. Alors

que les capitales africaines sont, traditionnellement, à dominante masculine (c'est l'homme qui part en ville faire sa vie, et ne fait venir une épouse du village qu'une fois acquis pignon sur rue), Lomé ne compte que 93 hommes pour 100 femmes (2). Cela s'explique d'une part par des migrations masculines à longue distance (vers le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigeria...), d'autre part par des migrations féminines autonomes, qu'illustrent bien ces jeunes porteuses du Grand Marché de Lomé, en cours d'étude : cinquante ont été interrogées sur les deux ou trois cents qui y exercent.

(1) Cf. Rita CORDONNIER : « Femmes africaines et commerce : les revendeuses de tissu de Lomé », ORSTOM, Paris, 1982, 201 p.

(2) Recensement de 1981, guère différent des précédents (91,7 en 1959, 92,2 en 1970, 92,9 en 1981).

I. Qui sont les jeunes porteuses ?

Jeunes, elles le sont pour la plupart : 23 sur 50 ont de 16 à 20 ans, 11 de 21 à 25 ans et même 4 moins de 16 ans (1). Toutes, cependant, ne le sont pas : on en trouve tout de même 8 entre 30 et 45 ans.

La très grande majorité d'entre elles provient du *Sud-Est du Togo*, une région, à 50 km de Lomé, qui souffre d'un grave surpeuplement : 200 habitants au km² en moyenne, des sols surexploités dont les rendements s'effondrent, une tradition de migrations massives qui touche, par endroit, jusqu'à la moitié des adultes. C'est de là que viennent 31 porteuses d'ethnie ouatchi (2), 4 Ewé nées à Vogan, 4 Guin-Mina, 1 Péda et 1 Adangbé, contre 1 Ewé des alentours de Lomé, 6 Ghanéennes — des environs de la frontière, appartenant à la même aire culturelle — et, seules vraiment différentes, 2 Kotokoli, peuple commerçant du Centre-Nord du Togo.

Origine rurale massive : sur les 45 dont on connaît l'activité du père, 41 sont filles de paysan, contre 2 de chauffeur (d'ethnie mina) et 2 de commerçant (un Ouatchi, un Kotokoli).

Les deux Kotokoli sont les deux seules musulmanes de l'échantillon. 6 autres seulement se déclarent chrétiennes, dans une ville où 77 % des habitants le sont (3). Écrasante prépondérance, donc, des *animistes* (84 %), provenant d'une région où les cultes « vaudou » exercent une spectaculaire emprise.

Traditionnalistes dans leur conviction, ces jeunes porteuses sont presque toutes *analphabètes* : 6 seulement (dont 3 Ouatchi) sur 50 ont été à l'école (une seule atteignant le cours moyen et une autre le cours élémentaire, aucune n'ayant obtenu le moindre diplôme). 3 des scolarisées affirment avoir arrêté l'école par « manque de soutien », 2 « par paresse », 1 en raison des exigences d'un vaudou. Sur les 30 qui ont donné une raison à leur non-scolarisation, 13 l'ont expliqué par leur sexe féminin (4), 10 par les nécessités du culte vaudou, 4 par « manque de soutien » et 3 par l'absence d'école.

Quant à leur position dans la famille, 6 seulement sont filles aînées, 25 sont seconde ou troisième, les 19 autres de quatrième à douzième : la position de « *cadettes* » semble bien l'une des composantes du statut de porteuses.

25 sont *célibataires*, 2 divorcées, 2 veuves ; 21 se disent mariées, ce qui peut signifier simplement

qu'elles ont eu des enfants (un ou deux dans les deux-tiers des cas). 4 seulement des 21 « époux » se trouvent à Lomé (5). 11 sont seconde épouse, 8 troisième, quatrième ou cinquième ; 2 seulement sont première femme : la marginalité de ces jeunes femmes, solitaires de droit ou de fait, se confirme.

II. Itinéraires migratoires

20 ont quitté le village depuis *moins d'un an* (dont 14 depuis moins de 6 mois), 14 depuis un ou deux ans, 9 de trois à cinq, 7 depuis six ans et plus : l'urbanisation, globalement faible, est parfois importante. Les *relations avec le village restent étroites* : 42 % de celles qui ont répondu y sont retournées le mois précédent (septembre 1984, il est vrai, période de festivités religieuses dans le Sud-Est, et aussi d'intenses activités agricoles). Toutes les autres (sauf une) y sont allées dans l'année, dans les trois-quarts des cas pour moins de trois semaines, quelquefois pour quelques mois.

La moitié exactement a donné, comme *raisons du départ*, le manque d'argent et de travail (c'est-à-dire, vraisemblablement, de terres). 18 ont accusé les aléas climatiques (la sécheresse de 1983) ; 4 ont invoqué des problèmes de famille et 3 des raisons diverses.

20 seulement pensent y retourner définitivement : 5 dans les mois prochains, 2 dans les deux ans, 3 en cas de mariage, les autres dans un avenir qui reste incertain. Sur les 30 qui n'y songent pas, 9 invoquent l'absence de travail, 8 la sécheresse (c'est-à-dire les mêmes raisons que pour leur départ), 4 le mariage...

III. Situation économique

Les jeunes femmes travaillent beaucoup (38 six jours par semaine et 9 sept jours) mais pas toute l'année : un quart exerce cette activité moins de huit mois par an, la moitié de *huit à onze mois*, 14 seulement l'année complète.

Les *revenus sont très faibles* (et, affirment les plus anciennes, fléchissent) : 27 disent ne gagner que 200 à 400 F CFA par jour (c'est-à-dire moins que le SMIG), 11 de 400 à 600 F, 7 de 600 à 800 et 5 seulement plus de 800 F (soit, au maximum, 20 à 25 000 F par mois). Avec ces maigres sommes, 20 sur 50 ont

(1) On trouve aussi de très petites gamines qui s'offrent pour aider à porter les paquets.

(2) 5,4 % de la population de la commune de Lomé selon le recensement de 1970.

(3) Recensement de 1970. Les animistes déclarés ne sont que 14 %.

(4) Bien que situés dans une partie du pays assez fortement scolarisée, les Ouatchi envoient très peu leurs filles à l'école : 28,7 % de filles dans les écoles de la préfecture de Vo contre 39,5 % pour l'ensemble du pays en 1982-83.

(5) Respectivement docker, maçon, mécanicien et ouvrier. Les autres époux sont à Kpalimé (chauffeur), à Lagos (blanchisseur), au Ghana (maçon) ou cultivateurs au pays d'origine.

des personnes à charge et 45 affirment aider occasionnellement leur famille (à Lomé dans 2 cas et au village dans 43).

Les autorités du marché leur ont récemment imposé le port d'un uniforme (une blouse verte). Cette mesure, issue d'une volonté d'assainissement du commerce, est ressentie par elles comme humiliante : l'uniforme, bien que destiné à écarter les voleuses, les désigne aux yeux de tous — et en particulier des gens de leur village qui viendraient à passer — comme de simples porteuses, alors qu'elles essaient de faire croire, chez elles, qu'elles participent au travail (noble) des vraies commerçantes. Leur marginalité sociale et professionnelle est donc ressentie avec acuité.

IV. Conditions de logement

Aucune, on s'en douterait, n'est propriétaire de son logement (ce qui est, à Lomé, l'expression habituelle de la réussite sociale). 16 sont locataires et 34 hébergées (statut normal des « jeunes » en ville), 16 par un parent, 7 par une commerçante avec laquelle elles travaillent, les autres par des connaissances ou des ressortissants du même village...

Dans une ville où la grande majorité des maisons est en dur, un tiers des porteuses habite dans des *baraques* de tôles, de planches ou de nattes. 21 sur 50 ont l'électricité (contre les trois-quarts des parcelles équipées dans la ville), aucune n'a l'eau courante.

23 d'entre elles cohabitent avec trois à cinq autres personnes, 7 de six à huit, 10 de neuf à douze. Un cinquième seulement habite seules ou avec une ou deux personnes. Leurs conditions d'hébergement sont donc nettement *plus médiocres* que celles de la majorité des habitants de la ville. On leur a récemment interdit de loger dans le marché lui-même (dans des conditions de confort et d'hygiène, il est vrai, inacceptables). Nombre des logements qu'elles décrivent sont donc provisoires, mais il est douteux, au vu de leurs maigres ressources, qu'elles puissent les améliorer sensiblement.

V. Relations sociales et perspectives

Cette marginalité économique n'entraîne pas nécessairement leur isolement social : 40 participent à une tontine, 18 à une association culturelle (pour s'entraider et s'amuser), 29 à un culte de fétiche, dont elles attendent protection et bénédiction.

23 (contre 27) déclarent avoir des amis (des amies dans 90 % des cas), en grande majorité du même âge, de la même ethnie et de la même activité (porteuse ou commerçante).

Sur les 21 mariées, 17 affirment avoir de bonnes relations avec leur mari, et 4 pensent le contraire (à cause de la polygamie ou de la négligence par l'époux). Sur les 19 qui ont des co-épouses, 9 ont avec celles-ci de bonnes relations, 5 de mauvaises; les autres ne s'expriment pas. Les relations avec le voisinage sont bonnes dans 90 % des cas, de même qu'avec les autres porteuses, mais à 80 % seulement avec les commerçantes, leurs patronnes.

Les 25 célibataires — très pudiques quant à leur vie privée — affirment toutes vouloir se marier (un quart avec un cultivateur, un quart avec un fonctionnaire, les autres avec un chauffeur, un tailleur, etc.). Elles auront — disent-elles — de deux à quatre enfants (14 cas sur 25), cinq à sept (7 cas) ou huit à dix (4 seulement). 22 sur 25 acceptent *a priori* des co-épouses. Elles affirment vouloir se marier plutôt avec quelqu'un du village, mais quitte à, comme la plupart de leurs consœurs déjà mariées, laisser le mari aux champs pour revenir à Lomé.

Que feront-elles de l'argent qu'elles gagnent par leur travail? La moitié songe surtout à se constituer un trousseau; un quart veut surtout aider la famille en achetant à Lomé les vivres ou les marchandises qui manquent au village; un cinquième a l'ambition de se constituer (en plus du trousseau) un petit capital pour se lancer dans le commerce — ce qui est peu : l'on pouvait s'attendre à trouver bien davantage de futures commerçantes parmi les plus humbles auxiliaires du négoce féminin.

* * *

La plupart des porteuses envisage donc cette position, perçue comme peu flatteuse, comme une *solution de transition*, imposée par leur absence de formation et de tout autre capital que leur force musculaire, qui permet, aux plus défavorisées des jeunes filles d'une région elle-même bien défavorisée, de se constituer un pécule pour se marier, aider leur famille, se lancer dans le commerce... Mais les gains sont si modestes qu'on les voit mal arriver à dégager suffisamment de bénéfices pour échapper à cette prolétarianisation féminine, contre-partie de la féminisation de la vie économique à Lomé.

Lomé, janvier 1985